

# Cette année encore l'U.N.E.F. ne chômera pas...

L'U.N.E.F. tient cette année son congrès à Reims du 18 au 24 avril. Il semble, en parcourant le programme des différentes commissions que les conclusions de ce congrès seront, une fois de plus, particulièrement importantes pour le mouvement étudiant.

**A** Caen, l'année dernière, il ressortait de toutes les séances de travail une même préoccupation : la remise en cause, à tous les niveaux et dans tous les domaines, des structures économiques, la nécessité de les transformer, de participer ou, mieux, d'imposer une conception syndicale solide et cohérente de transformation. Le bureau de l'U.N.E.F. se voyait, alors, mandaté pour assister aux travaux du IV<sup>e</sup> Plan (plus spécialement aux travaux de la Commission Le Gorgeu). L'U.N.E.F. devait parallèlement porter tous ses efforts sur l'étude des problèmes économiques, l'élaboration de solutions, elle devait sensibiliser les étudiants à ces problèmes par une large information, etc.

Il est significatif que, cette année, les commissions — intérieure, universitaire, générale, etc. — mettent le problème de la participation au Plan à leur ordre du jour.

Le rôle d'observateur qu'a eu l'U.N.E.F. a-t-il des résultats positifs ? La participation au Plan ne compromet-t-elle pas une véritable action syndicale ? Qu'est-ce qu'une planification de l'enseignement ; quel rôle l'Université doit jouer dans la Nation, dans le développement régional ? Autant de questions que se posent les étudiants et dont on parlera à Reims.

Le fonctionnement des différents services s'occupant des problèmes sociaux implique une véritable politique sociale qui doit se traduire par la gestion directe ou la co-gestion de ces organismes. Quelle orientation donner à cette politique sociale ?

De plus en plus, le mouvement étudiant refuse d'être mis en tutelle, exige qu'on

tienne compte de ses revendications. Devant la carence et parfois le constat d'incapacité que sont obligés d'avouer ceux qui contestent sa maturité, il a entrepris d'élaborer lui-même des solutions. Pour les problèmes de co-gestion, les positions sont nettes, vieilles d'une solide expérience, mais il reste à parfaire les méthodes d'action pour faire aboutir les revendications, et ceci n'est pas un des moindres problèmes que le congrès aura à débattre.

Tout est intimement lié aux yeux des étudiants, la co-gestion, l'universitaire ont souvent des racines communes. Etudier une solution est souvent trouver une solution à un autre problème.

Ainsi l'U.N.E.F. a fait un particulier effort en matière universitaire. Son travail a souvent étonné plus d'un par sa précision et la justesse quelquefois alarmante de ses conclusions. Cette année encore, à côté des problèmes généraux que sont l'allocation d'études, la laïcité, l'actualité propose quelques faits qui ne passeront sans doute pas inaperçus : la commission Le Gorgeu, du Plan, aura sans doute une place importante dans les débats, de même d'autres questions qui sont loin d'être simples comme le Tronc commun, la réforme des études, en Sciences, Lettres, Droit, Médecine, l'enseignement technique, commercial, agricole, le recrutement des enseignants. Certains problèmes plus vastes comme la liaison de l'Université et de l'Economie, l'Université européenne pourront faire l'objet d'études spéciales.

L'enseignement qu'on nous distille à doses plus ou moins assimilables n'aurait-il pas intérêt à s'aérer, par, sans doute, une transformation radicale de ses structures, de ses méthodes, mais encore en permettant aux sports d'entrer de plein droit à l'Université au même titre qu'une autre discipline ? Reims devra élaborer une véritable politique-plein air, réclamant l'aménagement des horaires, l'éducation

physique et sportive obligatoire. Les étudiants se sentent concernés par tout ce qui les touche — ou pour mieux dire ce qui les effleure — car comment parler d'une politique réelle d'aménagement sportif aujourd'hui. Ce qui ailleurs serait un scandale, ne doit pas ici être tu.

Doit-on taire aussi la mutilation que subit la culture dans nos universités ? La culture est-elle pour nous un besoin essentiel comme le sont le sommeil, la soif, la faim ? L'Université répond-elle à ce besoin ? Ne sommes-nous pas tentés d'aller chercher ailleurs ce qui véritablement doit nous cultiver ? Pourquoi ?

Chaque question aura au Congrès la première place, car elles sont toutes, à leur manière, vitales, pour le monde étudiant.

Il ne faudrait pas imaginer l'U.N.E.F. seulement tournée vers ses propres difficultés. Sa lutte prend un sens plus précis lorsqu'on sait qu'elle est en étroite relation avec celles de nos camarades étrangers.

La coopération internationale sous tous ses aspects — tant l'accueil des étudiants étrangers, les échanges, les jumelages, les festivals, que les relations avec l'U.I.E., la

C.I.E. — montre un monde étudiant à la recherche de l'unité. L'U.N.E.F. sait le rôle primordial qu'elle a à jouer dans ce sens.

Pour elle plus précisément, se posent les problèmes de la décolonisation et de la coopération. Elle travaille depuis longtemps dans ce sens avec les associations d'Afrique du Nord, d'Afrique Noire et des départements d'outre-mer. Il importe, en effet, que les exigences de l'U.N.E.F. en matière de coopération soient claires, pour éviter un néo-colonialisme possible.

Cette commission extérieure, sans doute une des plus difficiles, exigeant une connaissance réelle, presque vécue de toutes les situations, ne peut avoir que des conclusions heureuses, si tous les efforts tendent vers la même unité.

Cette vue rapide de ce que pourrait être le Congrès de l'U.N.E.F. ne mérite aucune conclusion : la meilleure conclusion ne peut être, en effet, que celle des différentes résolutions que retiendra le congrès. Nous espérons que l'équipe qui doit succéder saura maintenir le mouvement étudiant à la place qu'il a conquise.

**Evelyne Pujeau**